



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition spéciale n° 16 du 16 mars 2010

DELEGATIONS DE SIGNATURE

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 17 mars 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	392
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	392
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	392
Bureau de l'interministérialité	392
Arrêté N°10.BMSSE.14 du 15 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens.....	392
Arrêté N°10.BI.16 du 15 mars 2010 accordant délégations d'ingénierie publique.....	394
Arrêté N°10.BI.17 du 15 mars 2010 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle	394
Arrêté N°10.BI.18 du 15 mars 2010 modifiant l'arrêté de délégation de signature accordée à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.....	396

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté N°10.BMSSE.14 du 15 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 70-1049 du 13 novembre 1970 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses de l'État effectuée au plan local ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté ministériel n°04/1377/A du 10 novembre 2004 nommant M. Jacques SABLAYROLLES directeur des services de préfecture ;

VU l'instruction A.7 du 2 août 1960 modifiée, du ministre des finances et des affaires économiques concernant le recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, notamment son article 122-13 ;

VU l'arrêté ministériel n° 10/0103/A du 21 janvier 2010 portant réintégration, nomination et détachement de M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de préfecture, dans un emploi fonctionnel de conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer en qualité de directeur de la coordination interministérielle et des moyens de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er février 2010 pour une période de cinq ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 2005 modifiant l'organisation des services de la préfecture selon la Directive Nationale d'Orientation; modifié par l'arrêté préfectoral du 27 février 2006 ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation des services de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens, à l'effet de signer :

I – POUR L'ENSEMBLE DES BUREAUX DE LA DIRECTION :

- la saisine des différents services pour la constitution des commissions et les notifications des décisions portant nomination individuelle au sein des commissions,
- les lettres de convocation aux réunions et les envois des procès-verbaux correspondants,
- les lettres adressées en réponse aux demandes de documentation ou de renseignements formulées par des élus ou des particuliers,
- les lettres adressées aux différents services pour la rédaction de rapports, d'études ou d'avis,
- les lettres de notification de décisions administratives, arrêtés préfectoraux et conventions.

II - POUR LE BUREAU DE L'INTERMINISTERIALITE (D.C.I.M./1)

- les actes, documents et copies conformes correspondant à une décision d'autorité en matière de gestion et de conservation du domaine public national et du domaine privé de l'Etat.

III - POUR LE BUREAU DES FINANCES DE L'ETAT (D.C.I.M./2)

- les arrêtés d'admission en non-valeur du trésorier-payeur général,
- les arrêtés d'avance sur le produit des impositions,
- les formules exécutoires apposées sur les titres de perception émis par l'ordonnateur secondaire ou par l'un de ses délégués,
- les documents relatifs d'une part, à l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses de l'État et d'autre part à la liquidation et à l'émission des titres et recettes de l'État, en application de l'article 15 du décret N° 82-389 du 10 mai 1982,
- les contrats et lettres de commande faisant l'objet d'une procédure adaptée, à l'exception des contrats de maîtrise d'œuvre et des marchés passés en procédure adaptée supérieurs à 206000 € H.T. pour les travaux,
- toutes pièces de marchés publics financés sur les crédits ordonnancés par le service, à l'exception des décisions attributives de marchés formalisés pour les fournitures et services et des marchés passés en procédure adaptée supérieurs à 206000 € H.T. pour les marchés publics de travaux, et les pièces constitutives de ces marchés (actes d'engagement, cahiers des charges et bordereau de décomposition des prix),
- les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration préfectorale dont le bureau assure la responsabilité de gestion,
- le budget déconcentré de la préfecture (préparation, exécution, contrôle des centres de coûts),
- la tenue des inventaires du mobilier, des bureaux et des résidences.
- les arrêtés autorisant de façon permanente d'utiliser son véhicule personnel pour les besoins du service et les autorisations temporaires d'utiliser son véhicule personnel.

IV - POUR LE BUREAU DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ACTION SOCIALE (D.C.I.M./3)

a) dans le domaine des ressources humaines

- la gestion du personnel titulaire et contractuel relevant du ministère de l'intérieur et affecté en préfecture, dans les sous-préfectures et les juridictions administratives,
- les arrêtés portant octroi de congés de maladie, congés de maternité et accidents du travail sur présentation des certificats médicaux réglementaires,
- les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures,
- le secrétariat et la préparation des travaux du comité technique paritaire et des commissions administratives paritaires, ainsi que du comité d'hygiène et de sécurité,
- l'organisation locale des concours et des recrutements du personnel,
- la paie et les rémunérations accessoires (liquidation, liaison-rémunération),
- le recrutement des agents contractuels occasionnels,
- dans le domaine de la formation : au titre des BOP 307, 216 et 148, tous actes et documents relatifs à la gestion logistique (transport, hébergement, frais de déplacement) des personnels administratifs, techniques et de service de la préfecture et des sous-préfectures placés

sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle, ainsi que des formateurs intervenant dans le département, à l'exclusion des décisions portant sur l'organisation et le contenu des formations,

b) dans le domaine de l'action sociale :

- la gestion de l'action sociale du ministère de l'Intérieur (ordonnancement secondaire),
- le secrétariat permanent de la commission départementale d'action sociale,
- le logement des fonctionnaires.

V - POUR LE BUREAU DE LA LOGISTIQUE ET DE L'IMMOBILIER (D.C.I.M./4)

- la gestion centrale du courrier ;
- l'archivage ;
- le recueil des actes administratifs ;
- la maintenance technique des installations ;
- l'entretien des immeubles administratifs, des résidences et des espaces verts ;
- la reprographie ;
- la gestion et la maintenance du patrimoine immobilier (acquisitions, travaux, maintenance) ;
- le rôle de prescripteur qui comprend :
 - * la décision de dépenses et recettes en validant des expressions de besoins
 - * la constatation du service fait
 - * le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

VI - POUR LE SERVICE DEPARTEMENTAL DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION (D.C.I.M./5)

- permanence des liaisons gouvernementales ;
- analyse et développement de projets applicatifs locaux et des sites web (Intranet, Internet, Système d'information territorial : SIT) ;
- gestion technique des matériels et des réseaux ;
- assistance bureautique, gestion administrative des matériels et logiciels
- standard
- le rôle de prescripteur qui comprend :
 - * la décision de dépenses et recettes en validant des expressions de besoins
 - * la constatation du service fait
 - * le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, dont la direction de la coordination interministérielle et des moyens, délégation de signature est donnée à M. Jacques SABLAYROLLES, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marchés
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques SABLAYROLLES, la délégation visée à l'article I ci-dessus est exercée par Mme Hélène DURAND, attachée principale, chef du bureau de l'interministérialité ou par Mme Frédérique BELLO-LAPANNE, attachée, chef du bureau des ressources humaines et de l'action sociale ou par Mme Anne PIERRE, attachée, chef du bureau des finances de l'État.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Jacques SABLAYROLLES, de Mme Hélène DURAND, Mme Frédérique BELLO-LAPANNE et de Mme Anne PIERRE, les délégations visées à l'article I ci-dessus, sont exercées, dans le domaine de responsabilité de leur bureau, par les agents ci-après désignés :

Bureau de l'interministérialité

- Mlle Marion OUDIN, attachée
- Mme Isabelle HETHEIER, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Florence MASSON, secrétaire administrative de classe normale

Bureau des finances publiques

- Mme Danièle GUIZOT, secrétaire administrative de classe supérieure
- Mme Farida CHAIB, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Flore MARTIN, secrétaire administrative de classe normale.

Bureau des ressources humaines et de l'action sociale :

- M. Dimitri BOCQUET, attaché
- M. Hervé FROMENT, secrétaire administratif de classe supérieure
- M. David ANDRE, secrétaire administratif de classe supérieure
- Mme Sylviane RICHARD, secrétaire administrative de classe normale
- Mme Valérie HOFFART, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, uniquement pour les procès-verbaux de la commission départementale de réforme des fonctionnaires de l'Etat concernant les agents de la préfecture et des sous-préfectures.

Bureau de la logistique et de l'immobilier :

- Mme Françoise REPOSEUR, attachée principale, chef du bureau
- En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée à :
 - M. Didier WITTIG, contrôleur des services techniques de classe supérieure, contrôleur de travaux
 - M. Denis LAPOINTE, maître ouvrier principal, uniquement pour ce qui concerne l'achat de petits équipements pour des sommes ne dépassant pas 500 €

Service Départemental des Systèmes d'Information et de Communication (SDSIC) :

- M. Lionel THIEBAUT, inspecteur principal des systèmes d'information et de communication, chef du service
- M. Pierre CAMAILLE, contrôleur principal des systèmes d'information et de communication.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
 - 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.121 du 6 août 2009 accordant délégation de signature à Mme Hélène DURAND, chef du service des ressources humaines et des moyens, et l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.87 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur du développement durable et des politiques interministérielles, sont abrogés.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jacques SABLAYROLLES, directeur de la coordination interministérielle et des moyens, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mars 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N°10.BI.16 du 15 mars 2010 accordant délégations d'ingénierie publique

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code des Marchés Publics ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier, et notamment son article premier ;

VU le décret n°67-278 du 30 mars 1967 relatif à l'organisation et aux attributions des services départementaux et régionaux du ministère de l'équipement ;

VU le décret n°82-627 du 21 juillet 1982 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets sur les services de la navigation ;

VU le décret n°2000-257 du 15 mars 2000 relatif à la rémunération des prestations d'ingénierie réalisées au profit de tiers par certains services des ministères de l'équipement et de l'agriculture ;

VU le décret n°2003 du 14 novembre 2003 relatif aux attributions et à l'organisation des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 18 décembre 2002 du ministre de l'équipement, des transports et du logement nommant Monsieur François HURSON directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est à compter du 1^{er} février 2003 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2005 du ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer nommant Monsieur Jean-Philippe MORETAU chef du service de la navigation du Nord-Est à compter du 2 novembre 2005 ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2010 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation est donnée à M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 3 : Délégation est donnée à M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est, pour :

- autoriser les services de l'État à faire acte de candidature pour les prestations d'ingénierie publique d'un montant inférieur à 206 000 euros hors taxe à la valeur ajoutée
- signer les offres, les marchés de prestations d'ingénierie publique et les conventions de groupement momentané d'entreprises public/privé, quel que soit leur montant, et toutes les pièces afférentes.

Article 4 : MM. MARTY, MORETAU et HURSON définissent par arrêté pris au nom du préfet, chacun en ce qui le concerne, la liste de leurs subordonnés habilités à signer les actes d'ingénierie publique dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 5 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.118 du 27 juillet 2009, accordant délégations d'ingénierie publique à Mrs MARTY, MORETAU et HURSON, est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle
- M. Jean-Philippe MORETAU, chef du service de la navigation du Nord-Est,
- M. François HURSON, directeur du centre d'études techniques de l'équipement de l'Est,

affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs.

Une copie sera adressée à :

- M. le secrétaire général pour les affaires régionales de Lorraine
- M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mars 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N°10.BI.17 du 15 mars 2010 accordant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 28 janvier 2010 nommant Mme Juliette TRIGNAT en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les actes et décisions afférents au développement économique, aux relations économiques avec les entreprises, ainsi qu'aux mesures de soutien à l'activité économique et à l'emploi.

Article 2 : Délégation de signature est accordée à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans les limites de la circonscription territoriale de NANCY et à l'exclusion des communes appartenant à la communauté urbaine du grand Nancy et des établissements publics de coopération intercommunale dont le siège est situé dans le périmètre de la communauté urbaine du grand Nancy, à l'effet de signer les actes et décisions afférents aux matières énumérées ci-dessous :

ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES**1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote
- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
 - * du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
 - * du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
 - * de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
 - * de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints**3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Toul****4) Limites territoriales :**

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vice-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs**7) Divers :**

- Délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques, utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1^{er} octobre 1990.

CONTROLE ADMINISTRATIF**1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales****2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)****3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :**

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes**6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.**

Article 3 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés à Mme Juliette TRIGNAT, sur l'ensemble du département pour :

- les arrêtés d'hospitalisation sous contrainte (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du code de la santé publique),
- les arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- tous les actes pris en application des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment :
 - les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers,
 - les arrêtés fixant le pays de renvoi,
 - les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance,
 - les décisions portant :
 - * refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour
 - * retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Juliette TRIGNAT, la délégation qui lui est consentie est exercée par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- 2) aux ministres,
 - 3) aux parlementaires,
- ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
 - 5) au président du Conseil Général,
 - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 6 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.130 du 5 octobre 2009, accordant délégation de signature à M. Michel JEANNEY, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mars 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

Arrêté N°10.BI.18 du 15 mars 2010 modifiant l'arrêté de délégation de signature accordée à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.80 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 28 janvier 2010 nommant Mme Juliette TRIGNAT en qualité de sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral N° 10.BI.13 du 18 février 2010 modifiant l'article 2 de l'arrêté N° 09.BMSSE.80 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 2 : L'article 2 de l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.80 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. François MALHANCHE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, est modifié ainsi qu'il suit :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François MALHANCHE, la délégation de signature définie ci-dessus est accordée dans les mêmes conditions à Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à :

- Mme Juliette TRIGNAT, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle
- M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY
- M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE
- M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL
- M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet
- M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 mars 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

